

TÉMOIGNAGE

Vaclav Havel
quitte demain
la présidence tchèque
Page B 2



ÉDUCATION

La réforme au secondaire,
un vaste chantier
Page B 6

LE DEVOIR

CABIER
B

PERSPECTIVES

Dossier irakien

Le Canada en mode attente

Si l'Irak contrevient de façon flagrante aux exigences de désarmement de l'ONU, il faudra agir, dit-on à Ottawa et à travers le monde. Mais sur quelles bases? Impossible de le savoir, du moins au Canada.

La position attentiste du Canada dans le dossier irakien, jugée confuse par à peu près tout le monde, ne fait pas l'unanimité. Y compris parmi quatre anciens ministres des Affaires étrangères interrogés par *Le Devoir*. Tous cependant formulent la même critique. Le Canada semble absent et trop passif dans l'arène diplomatique.

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

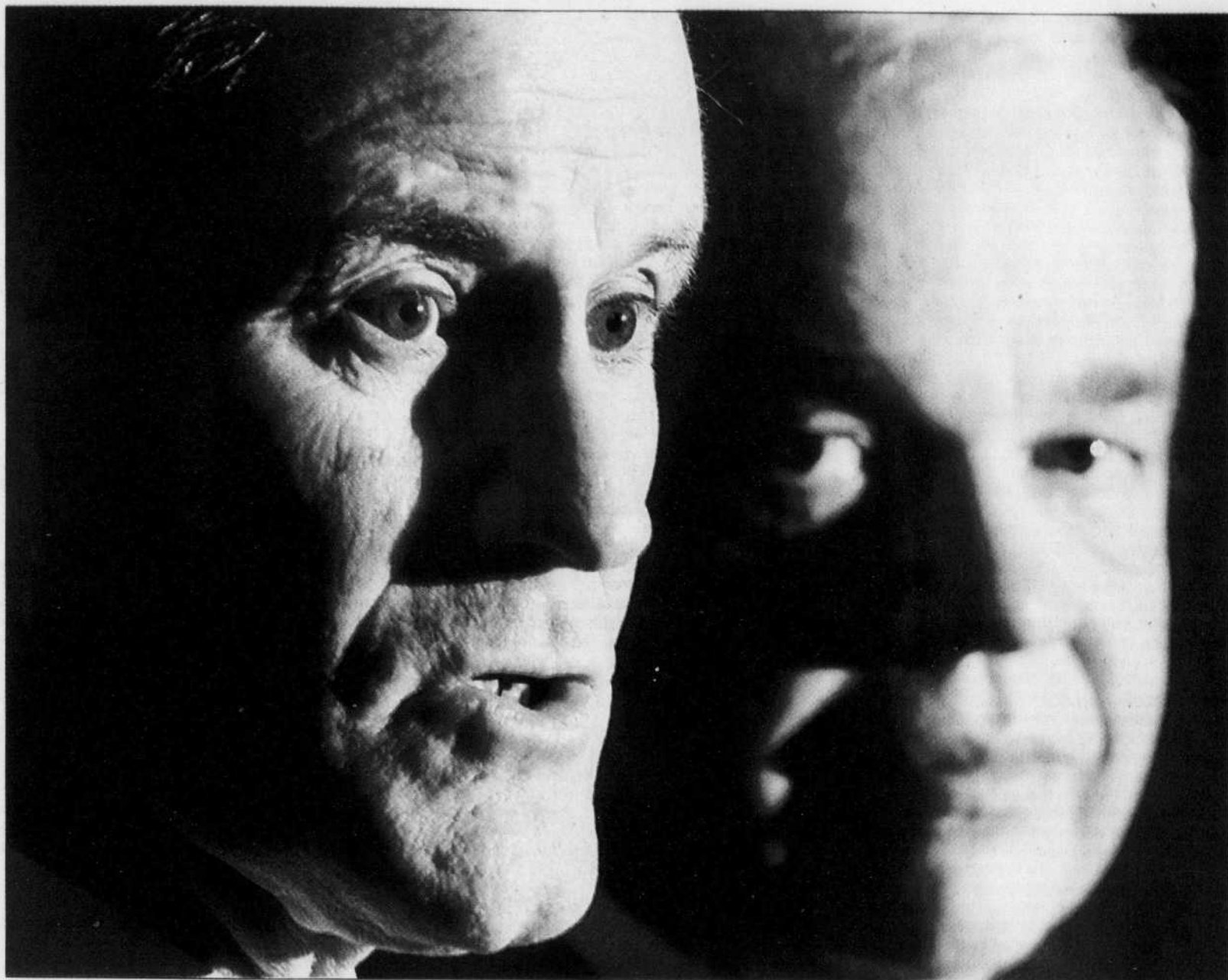
Attendre. S'il fallait résumer en un mot la position canadienne dans le dossier irakien, on pourrait choisir celui-là. Depuis des semaines, le premier ministre Jean Chrétien et le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, répètent que le Canada s'en remet aux Nations unies, qu'il veut que le processus établi par la résolution 1441 du Conseil de sécurité suive son cours. Il décidera ensuite ce qu'il fera.

Alors on attend. Les preuves que le secrétaire d'État américain Colin Powell présentera au Conseil de sécurité mercredi. Le dépôt le 14 février du deuxième rapport des inspecteurs des Nations unies. Les conclusions qu'en tireront les membres du Conseil de sécurité.

Si l'Irak contrevient de façon flagrante aux exigences de désarmement de l'ONU, il faudra agir, dit-on à Ottawa et à travers le monde. Mais sur quelles bases? Impossible de le savoir, du moins au Canada. Le gouvernement Chrétien ne veut pas se prononcer sur la nécessité ou non d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité, bien qu'il soit de plus en plus clair qu'il pourrait s'en passer. Jeudi, le premier ministre déclarait à la Presse canadienne que «si le rapport Blix dit que [Saddam Hussein] ne se conforme pas, qu'il n'a pas désarmé, la résolution 1441 autorisera une action». Mais dès hier, le ministre Graham rappelait qu'«il revient au Conseil de sécurité de décider de la procédure à suivre».

Le gouvernement ne se montre pas plus clair sur ses intentions advenant une action militaire unilatérale américaine. Le ministre de la Défense, John McCallum, a dit récemment à Washington que rien n'était exclus, pour se faire dire, quelques jours plus tard par le premier ministre, qu'il allait trop vite en affaire. Et puis, cette semaine, lors d'un débat spécial aux Communes et d'une visite à Washington, Bill Graham a invoqué le droit du Canada de prendre ses propres décisions et prévenu les Américains des dangers d'une action unilatérale.

Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1991 à 1993, pense que le gouvernement fait bien de ne pas se précipiter dans un coin. Il ne doit renoncer pour l'instant à aucune solution. Elle qui se présente comme «un faucon face à Saddam Hussein» croit que si les preuves contre lui sont vraiment convaincantes, le Canada devra être prêt à avoir recours à la force, avec ou sans mandat des Nations unies. Cette décision, insiste-t-



Les deux ténors de la position canadienne dans le dossier de l'Irak, le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, et le ministre de la Défense, John McCallum

elle, doit toutefois rester la sienne et non pas être dictée par Washington.

Elle trouve cependant qu'Ottawa informe mal les Canadiens des efforts qu'il fait «pour tenter d'influencer le processus». «Que fait le gouvernement? Ne fait-il qu'attendre une décision du Conseil de sécurité ou tente-t-il d'influencer le processus?», demande-t-elle. Elle ne voit aucun signe d'activité et cela l'inquiète. «Le Canada, comme tout le monde, risque gros dans

cette crise et je veux savoir ce qu'il fait», dit-elle.

Au bureau du premier ministre comme dans l'entourage de Bill Graham, on soutient que les deux hommes parlent à leurs homologues, défendent la position canadienne et insistent sur la nécessité de suivre le processus onusien. Ce travail est discret, mais réel, indique-t-on, avant de fournir la liste demandée des conversations tenues depuis le début de l'année. Prenons celle de M. Chrétien. Elle montre

qu'il a parlé pendant 15 minutes au président américain George W. Bush la semaine dernière, à l'initiative de Washington. Depuis le 1^{er} janvier, il a aussi discuté à deux reprises avec le premier ministre britannique Tony Blair et une fois, avec le président français Jacques Chirac. Hier, il était en ligne avec ses homologues italien et espagnol.

VOIR PAGE B 2: ATTENTE

Discussions des premiers ministres provinciaux et fédéral sur la santé

Devant l'argent d'Ottawa, les provinces s'inquiètent

Conditions et reddition de comptes. Voilà à quoi se résumeront les discussions des premiers ministres provinciaux et fédéral, qui se rencontrent cette semaine à Ottawa pour parler santé. Une chose est claire: Ottawa veut verser plus d'argent aux provinces pour la santé. Le montant reste à déterminer. Mais les provinces semblent surtout s'inquiéter de la façon dont les choses seront faites et du prix à payer en retour.

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Exercer une pression politique sur les provinces les moins performantes. C'est l'idée qu'a le gouvernement fédéral en demandant aux provinces, en échange de son argent, de faire rapport sur leurs performances respectives. Quels sont les délais d'attente pour une chirurgie du genou au Québec et comment cela se compare-t-il avec la Colombie-Britannique? On pourrait y voir plus clair et, espère-t-on, d'éventuelles trop grandes disparités

amèneront les citoyens à se plaindre et à faire pression sur leur gouvernement pour réclamer de meilleurs résultats.

Un conseiller senior du gouvernement fédéral l'a expliqué cette semaine au *Devoir*. En vertu de la Constitution canadienne, Ottawa a la responsabilité d'offrir «des services sociaux raisonnablement comparables» à chaque citoyen et dans chaque région.

La notion de l'imputabilité serait d'ailleurs une condition sine qua non à un accord entre Ottawa et les provinces, a indiqué le premier ministre Jean Chrétien cette semaine. Les provinces réclament

5,4 milliards de dollars immédiatement, question de ramener la part fédérale du financement des soins de santé de 14 à 18 %. À terme, les provinces réclament que cette part soit de 25 %.

Ottawa voudrait également mettre sur pied un comité-conseil, composé de sages nommés par les provinces et de représentants des professions médicales, pour faire des recommandations.

Jusqu'à présent, le Québec s'est dit opposé à un tel comité si les professionnels de la santé y siègent. «Ils seraient carrément en conflit d'intérêts», explique un haut fonctionnaire à Québec. Mais la province se dit prête à négocier si une trop grande place ne leur est pas accordée.

De son côté, Pat Binns, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, qui préside la conférence des premiers ministres provinciaux cette année, est contre cette nouvelle structure. «Nous faisons déjà rapport à la population», dit M. Binns en entrevue. Nous ne

voulons pas mettre sur pied un autre niveau de bureaucratie. Nous voulons que l'argent aille à des services directs.»

Des fonds sans condition

L'opposition des provinces semble de plus en plus évidente en ce qui concerne le fonds ciblé que veut mettre sur pied Ottawa. Il s'agirait d'un fonds unique à usages multiples, précisant une liste de quelques champs d'intervention parmi lesquels les provinces pourraient choisir. «On est moins rigide que ce que suggérerait Roy Romanow», indique une source à Ottawa.

Mais même cette flexibilité est insuffisante aux yeux de certaines provinces. À Québec, on déplore la mise sur pied de nouveaux services sans un financement stable. «Les fonds dédiés ont des durées de vie limitées, indique un haut fonctionnaire. Mais ils créent des services permanents avec une récurance de frais pour les provinces.» Il en a pour preuve le fonds fédé-

ral accordé en 2000 pour acheter de l'équipement médical, notamment des appareils à résonance magnétique. Les appareils sont achetés et le personnel, formé, mais il faut continuer à les faire fonctionner et le fonds n'existe plus.

Le Québec craint aussi d'y perdre au change. Si les provinces obtiennent des sommes pour mettre sur pied des programmes qui existent déjà au Québec, aucune compensation n'est prévue pour la province visionnaire. «On l'a vu avec Héma-Québec, que le fédéral a refusé de financer. Ou encore avec les garderies à 5 \$.» Depuis leur création, fait-on valoir, les crédits d'impôt pour frais de garde coûtent moins cher au gouvernement fédéral, mais celui-ci refuse de verser ces économies au Québec.

Du côté de l'Île-du-Prince-Édouard, on voudrait que l'argent soit d'abord investi dans les services déjà existants. «Les coûts de la santé augmentent de 5 à 6 % par année, ce qui est nettement au-dessus de la croissance

économique et donc des revenus des provinces», fait-on remarquer à Charlottetown.

De son côté, le premier ministre ontarien, Ernie Eves, a déclaré que sa province avait déjà fait des investissements majeurs dans les secteurs prioritaires du fédéral et que l'argent d'Ottawa servirait d'abord à rembourser ces investissements. «Le gouvernement fédéral devrait rembourser, non seulement à la province de l'Ontario mais à toutes les provinces et aux territoires, les sommes additionnelles que ceux-ci ont investies cette année dans leur système de santé, a-t-il dit cette semaine. [Toute nouvelle somme d'Ottawa] servira d'abord à payer leur juste part du coût d'exploitation du système de santé actuel en Ontario.»

Cette semaine, la Canadian Medical Association a déclaré que la grande majorité des nouvelles sommes que versera Ottawa ne devrait pas aller à de nouveaux services mais plutôt aider à financer les services existants.

PERSPECTIVES



Jean Dion

Les bras m'en sont tombés

Il y a quelques jours, madame Canada, Sheila Copps, ministre de l'Héritage pour reprendre l'expression imagée qu'a déjà employée son patron, a déclaré qu'il était peut-être possible que, de temps à autre, le fait que des entreprises contribuent à la caisse des partis politiques puisse infléchir les décisions du gouvernement.

Je ne sais pas pour vous qui êtes plutôt stoïques de nature, mais moi, quand j'ai entendu ça, j'ai dit ah ben ça alors, puis je me suis penché pour ramasser les bras qui venaient juste de me tomber. Avec quoi je les ai ramassés puisqu'ils étaient tombés, c'est ce qu'on appelle une énigme. De l'ordre de l'explicable. Une chose que l'on doit accepter sans se poser de questions. Un peu comme Bush qui dit que Dieu est de son bord: allez donc prouver le contraire. Et pendant que vous y êtes, allez donc lui dire entre quatre yeux qu'il est relativement prétentieux de prétendre connaître des voies qui, par définition, sont insondables. Et tandis que vous l'avez devant vous, dites-lui de ma part qu'il est écrit quelque part, Exode 20:7 pour être précis, que tu ne prononceras pas en vain le nom du Seigneur, tout président de la nation choisie que tu fusses. Ça ne donnera strictement rien, mais ça fait beaucoup de bien.

Et tant qu'à faire, dites-lui aussi qu'au lieu de nous les casser toutes les cinq minutes avec cette histoire de Bien et de Mal (et puisqu'il est question de Mal, c'est drôle, le George, il ne parle plus d'Oussama, probablement parce qu'il est trop difficile à trouver, que voulez-vous, à un moment donné un gars se tance et se cherche quelqu'un d'autre sur qui passer son énergie môle en le pulvérisant au bazooka), il devrait être candide comme madame Canada et avouer qu'il se contrefiche du sort du peuple irakien et que tout ça n'est qu'une question de pétrole. Ce serait d'ailleurs excellent pour sa campagne de relations publiques, il pourrait jouer sur la fibre SUV de l'Amérique et lui dire que s'il n'y a pas d'attaque, elle ne pourra plus se livrer à ses deux passe-temps favoris, à savoir gaspiller et polluer.

Du reste, sur le même thème et avant de revenir aux eaux paisantes de la politique fédérale canadienne, ne trouvez-vous pas qu'il y a beaucoup de pétrole dans le monde? On en brûle et on en brûle et on en brûle — pour une vraie prise de conscience de ce qu'on peut brûler en une seule journée, je vous recommande fortement l'Interstate 95 entre New York et Washington — et il y en a toujours même si cela fait au moins 30 ans qu'on nous annonce une pénurie, et pour moins cher le litre que le clamato, le Perrier limette et le nectar Denis. Il doit certainement y avoir une conspiration quelque part.

Enfin bref.

Que disions-nous déjà?

Oui, que madame Copps avait dit que les contributions financières de la grosse business aux partis politiques étaient épisodiquement de nature à faire en sorte que l'Etat n'ait pas les mains déliées dans l'exercice de ses fonctions. Et moi qui, jusque-là, croyais que les entreprises n'agissaient ainsi que pour exprimer leur appui à la démocratie et au multipartisme, je vous jure, il y a des jours où le réveil est brutal.

J'ai d'ailleurs songé que je n'étais pas seul à croire en l'absolue droiture de l'humain lorsque j'ai constaté que les propos de madame Copps avaient créé une certaine commotion chez d'autres. («D'autres», pour vous situer, est un terme journalistique extrêmement utile qui permet de désigner un tas de gens sans avoir la moindre idée de qui sont ces gens, ni de combien ils sont, et sans avoir à faire quelque nuance que ce soit. Dans la catégorie passe-partout, on peut aussi mettre d'autres groupes comme «les observateurs», «les experts», «le milieu» et «la communauté».) Mais j'ai dû déchanter en apprenant que cette certaine commotion n'était pas imputable au contenu des révélations de madame Copps, mais au fait qu'elle les avait faites, en public, à voix haute et sans demander que son visage soit brouillé à l'écran. Remarque, ce n'est pas plus mal, je suis persuadé que vous préféreriez me voir déchanter plutôt que de m'entendre chanter.

Ceci pour dire que les propos de madame Copps, bien que source de débilite désillusion chez l'utopiste naïf que je serai jusqu'à mon dernier souffle, m'ont quand même permis de mieux comprendre pourquoi monsieur Chrétien avait présenté cette semaine un projet de réforme du financement des partis politiques fédéraux: pour que les compagnies puissent continuer à exprimer leur appui à la démocratie, mais autrement. Pour que ça paraisse moins. Ainsi, à l'avenir, au lieu de pouvoir lire dans les livres que X inc. a donné 50 000 \$ au Parti de la loi naturelle pour qu'il apprenne à ses cadres intermédiaires à pratiquer le vol yogique pendant la pause-tisane, personne ne saura que X inc. a versé une prime de 10 000 \$ à son concierge en lui suggérant fortement de faire une contribution «personnelle» au Parti libéral (ou au Parti marijuana) et d'utiliser le reste pour s'immerger dans un souper aux fèves au lard — d'où l'expression «un souper binne-ifice», scusez — à quelques milliers de dollars le couvert.

Et puis, reconnaissons qu'il est tout de même formidable, et lourd de courage, qu'un monsieur qui est en politique depuis 40 ans choisisse d'assainir un peu les pratiques au moment où il s'en va. Un héritage? Allons donc. A moins que l'on ne range dans la section des héritages le gars qui arrive au party, n'enlève pas ses souliers, met de la slotche partout, boit la bière des autres, puis sort l'aspirateur et fout le camp en lançant «bon ménage».

Autre truc: désormais, des fonds publics seront versés annuellement aux partis politiques au prorata (à raison de 1,50 \$ par vote) des voix obtenues par chaque formation lors des élections générales précédentes. Hé hé, fallait quand même y penser. Plus t'es fort, plus t'auras de flic pour être encore plus fort et avoir encore plus de flic. Si ce n'est pas une mesure taillée sur mesure pour le Parti libéral, ça, je veux bien promettre de ne pas mourir tant qu'il sera au pouvoir, ce qui devrait m'amener autour de 215 ans.

Faudra vivre avec. Nous, contrairement à d'autres, ne pouvons envoyer nos problèmes au Danemark.

jdion@ledevoir.com

Vaclav Havel quitte demain la présidence tchèque. Pour *Le Monde*, Adam Michnik, son complice polonais dans l'opposition au régime communiste, aujourd'hui directeur du quotidien *Gazeta Wyborcza*, revient sur la trajectoire historique d'un homme politique d'exception.

LE MONDE

J'ai fait la connaissance de Vaclav Havel pendant l'été 1978. C'était dans la montagne, à la frontière polono-tchécoslovaque. A cette époque, les opposants du KOR (Comité de défense des ouvriers, ancêtre de Solidarité) et de la Charte 77 s'y rencontraient régulièrement. Il y avait quelque chose de magique dans ces moments: nous construisions alors les prémices de la communauté anticommuniste internationale. Au cours de la première rencontre, nos amis tchèques et slovaques ont manifesté plus d'imagination que nous, Polonais. Au bout d'une heure, Havel a sorti de son sac à dos du pain, du fromage, de la charcuterie et une vodka tchèque dotée d'un nom charmant, «La Chasse» (Mysliwska); sur l'étiquette, il y avait un chasseur en habit avec un magnifique fusil. Il nous a tous servi un verre et nous a lancé, à Jacek Kuron, Jan Litynski, Antoni Macierewicz et moi: «*A défaut de socialisme à visage humain, buvons au moins une vodka à visage humain.*»

Il faut rappeler qu'après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie (à laquelle, malheureusement, des soldats polonais avaient aussi participé en août 1968), ce pays s'était mis à ressembler à un «*Biafra culturel*», pour reprendre la fameuse formule de l'écrivain communiste français Louis Aragon.

C'est à cette époque qu'est née une anecdote dont je me souviens toujours: au milieu de la place Venceslas, c'est-à-dire en plein centre de Prague, un homme est debout et vomit dans une fontaine. Un passant s'approche et lui dit: «*Monsieur, vous ne pouvez pas savoir comme je vous comprends.*» La normalisation tchèque a été une époque de mensonge, de conformisme, de lâcheté et d'apathie. Vaclav Havel a été l'un des premiers à parler avec sa propre voix, et ses paroles ont été celles d'un homme fidèle à la vérité et à la liberté. Lorsque, en Pologne, nous avons lu sa célèbre *Lettre ouverte à Gustave Husak*, nos têtes ont pris feu. Nous l'avons diffusée en plusieurs exemplaires écrits à la machine, puis photocopiés.

Nos rencontres dans la montagne étaient l'aboutissement logique de nos destinées; nous avions décidé de nous débarrasser de nos bâillons et d'affronter la dictature totalitaire corps à corps. C'est alors justement qu'a germé l'idée de publier en commun un livre rassemblant les essais analytiques d'auteurs tchèques, slovaques et polonais qui serait une tentative de diagnostic de ce qui était en train de changer dans le monde de la dictature communiste. De cette initiative est né le fameux essai de Vaclav Havel *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, et Havel a accepté de collaborer au trimestriel clandestin polonais *Krytyka*, auquel j'ai aussi eu l'honneur de collaborer. La présence de Havel, dramaturge et essayiste hors du commun, dans l'équipe rédactionnelle de cette publication clandestine a toujours été pour nous un grand honneur. Il n'est pas inutile de rappeler que Havel se distinguait de bon nombre d'autres dissidents en révolte par le fait qu'il n'avait jamais cédé à la tentation de l'idéologie communiste.

Les phobies de l'anticommunisme

Vaclav Havel détestait ce régime et il le montrait sans cesse, dans ses pièces de théâtre comme dans ses articles. Je me souviens de ses polémiques avec l'autre grand écrivain tchèque, Milan Kundera, à l'automne 1968: Kundera, ancien écrivain communiste devenu par la suite un opposant et un critique radical du communisme, exhortait les Tchèques et les Slovaques, après l'invasion soviétique, à la mesure et au réalisme. Vaclav Havel, lui, les appelait à s'opposer. Havel ne croyait tout simplement pas à la possibilité d'un compromis avec l'occupant soviétique — il gardait en mémoire l'histoire récente de son pays, écrasé par la dictature stalinienne.

Il faut toutefois ajouter que Havel n'a jamais succombé non plus aux phobies de l'anticommunisme classique. Parmi les plus beaux écrits de son œuvre figure son essai sur Frantisek Kriegel, communiste tchèque d'origine juive polonaise, qui a été le seul, en 1968, à refuser de signer le protocole d'accord avec Moscou, diktat soviétique contre les dirigeants emprisonnés du «printemps de Prague».

J'ai rencontré Havel à plusieurs reprises et j'ai fait partie de ces heureux élus à qui l'écrivain avait accordé son amitié. C'était l'une des personnes dont les idées, les intuitions et les décisions m'étaient le plus proches. J'observais d'ailleurs avec inquiétude comment nous pensions et réagissions de la même manière, face aux défis auxquels le cours rapide de l'histoire nous confrontait.

Au début du printemps 1989, les négociations dites de la table ronde avaient commencé en Po-

Témoignage

Vaclav Havel, mon ami



Vaclav Havel

logne: les communistes polonais s'étaient assis autour d'une table avec les gens de l'opposition démocratique, principalement issus de Solidarité, afin d'élaborer en commun un programme pacifique de démantement de la dictature communiste. Pendant ce temps, Vaclav Havel était en prison. Il s'est produit alors quelque chose d'étonnant: l'un des théâtres de Varsovie a présenté une pièce du prisonnier Vaclav Havel, et le premier ministre communiste de l'époque, Mieczyslaw F. Rakowski, est venu à la première. A la fin du spectacle, j'ai sauté sur la scène pendant l'ovation et j'ai lu une déclaration contre l'emprisonnement de Vaclav Havel.

Ce petit scandale était toutefois à la mesure de cette époque-là. L'histoire était en train de se faire sous nos yeux. Au mois de juin, les premières élections semi-démocratiques ont eu lieu en Pologne, et au mois de juillet je me suis rendu, avec un groupe de collègues de l'opposition démocratique, en Tchécoslovaquie, armé d'un passeport diplomatique et du statut de parlementaire polonais. Nous avons rencontré à Prague des amis de la Charte 77, nous avons visité cette ville magnifique et nous sommes allés rendre visite à Vaclav Havel dans sa maison, dans la montagne, à Hradeček.

Il avait été libéré peu de temps auparavant, il était amaigri, mais plein de courage, et toujours prêt à plaisanter. Il nous a très bien reçus, nous avons discuté longtemps, et pendant toute notre discussion j'ai été frappé par le contraste qu'il y avait entre nos visions des choses. Nous étions sérieux et optimistes, mais Havel refroidissait notre enthousiasme. La victoire était derrière nous, et nous lui disions que bientôt ce serait le tour de la Tchécoslovaquie. Je n'oublierai jamais lorsque je me suis mis à expliquer à Havel que Prague était une ville au potentiel culturel extraordinaire, qu'il ne pouvait souffrir la médiocrité communiste: Havel m'a répondu que je ne connaissais pas et que je ne comprenais pas les Tchèques, que c'était une société empêtrée dans l'autodérision du soldat Chveik et le fatalisme de Franz Kafka.

Les Tchèques, disait-il, n'étaient pas les Polonais. Il pensait qu'avant que les choses ne bougent il faudrait encore attendre longtemps. C'est alors que, quelque peu enhardi par une merveilleuse vodka tchèque, j'ai dit à Havel: «*Tu verras, avant la fin de l'année, tu seras président.*» Il m'a regardé comme si j'étais devenu totalement fou, mais, par la suite, pendant plusieurs années, il devait raconter que j'avais été le premier à prédire son destin.

La juste mesure des choses

Demain, 2 février, Havel achève son mandat présidentiel. Il sera jugé par des gens différents et de différentes manières. Je ne me sens pas apte à porter ce type de jugement, mais je me sens le devoir de dire qu'il a été une des rares personnes dans l'opposition démocratique qui ait su sauvegarder son intégrité et rester fidèle à ses valeurs et ses idéaux.

En tant que président, Havel a été un formidable «passeur», dans la tradition de Tomas Masaryk (phi-

losophe, président de la première République tchécoslovaque), et en même temps un frère fidèle pour des hommes comme le Russe Andreï Sakharov, le Polonais Jacek Kuron ou le Hongrois Janos Kis. Il a réussi à réunir en lui l'habileté de Geremek (conseiller de Lech Walesa devenu ministre des Affaires étrangères) et la passion de Jan Patočka, grand philosophe tchèque qui a succombé aux interrogatoires policiers lorsqu'il était le porte-parole de la Charte 77.

Havel est un cas particulier. Lorsque, il y a quelques années, *La Gazeta Wyborcza* lui a décerné en Pologne le titre d'«homme de la décennie», il a été félicité par Bronislaw Geremek, alors ministre, Jerzy Buzek, alors premier ministre, et Aleksander Kwasniewski, président de la République. Seul quelqu'un de l'envergure de Vaclav Havel pouvait créer un climat aussi œcuménique, réunissant un social-démocrate, un homme de droite et un ancien communiste. Et il l'a fait pendant de nombreuses années sans jamais lâcher prise. Pas seulement dans son pays, mais dans toute l'Europe centrale et orientale, et dans le monde entier.

En 1991, au cours d'une longue conversation, je lui ai demandé s'il pensait qu'il fallait «régler nos comptes» avec les communistes. Voilà ce qu'il m'a répondu, il y a plus de dix ans:

«*Il s'agit de trouver la juste mesure des choses. Une attitude qui serait civilisée et humaine sans pour autant fuir le passé. Nous devons parvenir à regarder droit dans les yeux notre passé, le nommer, en tirer les leçons et rendre justice. Mais il faut le faire honnêtement, avec mesure, tact, clémence et inventivité. Là où nous avons affaire à des remords et à des gens qui reconnaissent leur culpabilité, il faut trouver le moyen de pardonner.*»

«*Je suis donc pour aborder ce problème de manière humanitaire, et non pas pour retomber dans une atmosphère de suspicion et de peur. Les gens ont eu peur de la police politique pendant quarante ans, et il ne faut pas que, pendant les dix prochaines années, ils aient encore peur que quelqu'un puisse à tout moment dénicher des informations sur eux. Beaucoup de gens ne savent même pas s'ils n'ont pas un jour ou l'autre trempé dans quelque chose.*»

En 1995, dans un autre entretien, il m'a confié: «*Dans les premiers mois qui ont suivi la «révolution de velours», j'ai fait des choses assez folles, dont j'ai un peu honte aujourd'hui. Un jour, j'ai fait des discours dans cinq villes, et à la fin je disais vraiment n'importe quoi, car je ne suis pas un orateur né. Il y avait là-dedans quelque chose qui ressemblait à une psychose post-carcérale, lorsqu'un homme, après avoir retrouvé sa liberté, ne cesse de parler et est convaincu qu'il a tellement de choses à dire parce que tout le monde l'écoute. Aujourd'hui, j'ai un peu honte, mais à l'époque on l'avait toléré. J'ai tiré les leçons de ces erreurs et je suis beaucoup plus prudent. J'ai compris que la politique avait ses principes qu'il fallait respecter, même si l'on veut lui imprimer sa propre marque.*»

De tels hommes politiques seront toujours des êtres d'exception dans le monde d'aujourd'hui. Mais c'est une chance fabuleuse de pouvoir vivre aux côtés de personnalités aussi rares, et d'être leur ami.

Vasek, merci pour tout.

ATTENTE

ne soit vraiment qu'un dernier recours», dit-il.

«*Le gouvernement est très cachottier. Je ne pense pas qu'il faut jouer les cowboys, mais il pourrait être moins timide, si je peux dire. Au cours d'un voyage récent en Jordanie, on me demandait d'ailleurs pourquoi le Canada n'en faisait pas davantage.*»

Il voudrait aussi que la décision d'aller en guerre ne soit pas basée uniquement sur les preuves soumises au Conseil de sécurité. D'autres facteurs doivent être pris en considération. «*Le Canada doit s'interroger sur l'impact humanitaire, se demander s'il y a d'autres moyens d'arriver aux mêmes fins et si ce sont bien les intérêts des victimes qui seront servis ou ceux des pays déterminés à intervenir.*»

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures de 1984 à 1991 et aujourd'hui chef du Parti conservateur, Joe Clark trouve lui aussi qu'on ne parle pas assez des conséquences d'une intervention militaire. Il s'inquiète, entre autres, pour la région du Moyen-Orient et le monde musulman. Il voudrait que le Canada soulève ces questions, ce qu'on dit faire au bureau de M. Graham.

Le pire scénario

Flora Macdonald, qui fut secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures dans le bref gouvernement de Joe Clark, veut croire que le Canada désapprouve, en vérité, toute action militaire préventive et qu'il ne voudra pas se joindre à une action qui n'est pas sanctionnée par les Nations unies. Elle ne voit pas comment il pourrait en être autrement «*car cela ouvrirait la voie à l'intimidation entre pays.*» «*Une action militaire pré-*

ventive va à l'encontre du droit international. Si on abandonne ce droit, que restera-t-il?» Elle aimerait cependant qu'Ottawa «*dise ces choses aussi clairement que je le fais.*»

Lloyd Axworthy s'en fait lui aussi pour l'ordre international. «*Tirer le tapis de sous les pieds des Nations unies à ce moment-ci et agir à son encontre assènerait un coup dur à l'ONU, aux pratiques et au droit international.*» Quant au Canada, il serait fort mal vu de clamer partout qu'il appuie les Nations unies pour ensuite dire qu'il ignore ses conclusions. «*Cela porterait fortement atteinte à notre crédibilité,* ajoute-t-il.

Le professeur Cohen pense aussi qu'une action unilatérale ébranlerait les Nations unies, la réduisant au rang de la Société des Nations incapable de faire respecter ses décisions. L'enjeu est d'ailleurs si grand que M. Cohen croit qu'un consensus sera trouvé pour préserver l'ordre international.

Mais s'il y a division entre les Etats-Unis et l'ONU, le Canada sera coincé. «*Parce que, dit-il, nous devrions choisir entre notre allié et premier partenaire commercial et notre engagement historique envers le système multilatéral.*» Tous s'entendent pour dire que ce serait «*le pire scénario pour le Canada.*»

Joe Clark n'est pas fataliste pour autant. «*Nous avons le choix et l'avons encore. Je ne prétends pas que c'est simple, ce n'est pas, mais nous avons, comme tous les pays, le choix.*» Il voudrait cependant qu'Ottawa dise dès maintenant qu'il n'agira que sous l'égide des Nations unies. «*En ne le disant pas maintenant, en attendant d'être au pied du mur, nous rendons la décision finale encore plus difficile.*»

PERSPECTIVES

ÉDUCATION



La ville de New York a le plus gros réseau d'écoles publiques de la nation américaine, soit 1,1 million d'enfants.

FRANCES M. ROBERTS PHOTOGRAPHER SHOWCASE

Le maire Bloomberg s'attaque au problème des écoles publiques de New York

Récemment, le maire a présenté un plan de réforme en profondeur pour le réseau scolaire. L'élément central de cette réforme est ni plus ni moins une refonte de la structure de gestion du réseau d'écoles publiques.

STÉPHANIE TREMBLAY

New York — Le réseau d'écoles publiques est dans un état pitoyable. C'est un fait bien connu des New-Yorkais. Envoyer son enfant à l'école publique est une source d'anxiété pour la plupart des parents et, dans certains cas, des familles vont jusqu'à déménager vers des quartiers où les écoles ont bonne réputation.

Dans le plus gros réseau d'écoles publiques de la nation, les 1,1 million d'enfants ainsi que leurs parents doivent être bien informés. Trouver une école publique où l'enseignement est de qualité, qui ne manque pas de matériel scolaire et a des classes qui ne sont pas surpeuplées est un défi.

Le problème n'est pas récent, mais la situation a pris une telle ampleur qu'il y a deux ans, un juge de la Cour suprême de l'État de New York, Leland DeGrasse, a rendu un jugement lapidaire. Le juge DeGrasse a affirmé que les écoles de l'ensemble de l'État de New York ne permettaient pas aux étudiants d'acquérir une éducation de base saine, préparant les jeunes à remplir leurs fonctions de citoyens comme faire partie d'un jury, et performer dans le monde du travail.

Bloomberg veut que les parents s'impliquent davantage dans le milieu scolaire et deviennent des partenaires actifs dans l'éducation de leurs enfants

Dans la ville de New York, les écoles publiques manquent tragiquement de ressources. Dans certains cas, les professeurs doivent acheter eux-mêmes le matériel de base dont ils ont besoin. Les classes sont surpeuplées et les professeurs ont peu ou pas du tout accès à des programmes de perfectionnement.

Durant sa campagne électorale de 2001, Michael Bloomberg avait fait de l'éducation son cheval de bataille, promettant de réformer ce réseau scolaire aux dimensions colossales et inefficace. Déjà, il y a quelques mois, le maire a pris tout le monde par surprise en réussissant à prendre les rênes du ministère de l'Éducation new-yorkais. Récemment, il a présenté un plan de réforme en profondeur pour le réseau malade. «*Quand des écoles entières échouent, on ne peut pas uniquement blâmer ces dernières, a affirmé Bloomberg lors de son discours. Le problème est systémique. Pour trouver les responsables de l'état lamentable de nos écoles, il suffit de se regarder dans le miroir. Nous sommes tous responsables, mais nous sommes aussi une partie de la solution.*»

L'élément central de cette réforme est ni plus ni moins une refonte de la structure de gestion du réseau d'écoles publiques. L'administration sera centralisée, le nombre de gestionnaires réduit et le cœur du réseau, les districts scolaires, éliminés. Le maire espère ainsi réduire la lourdeur de l'appareil administratif, économiser et redistribuer l'argent sauvé là où c'est nécessaire: dans les salles de classe.

Cauchemar administratif

La grande décentralisation de l'administra-

tion des écoles publiques avait été entamée il y a trente ans et a, petit à petit, transformé le réseau scolaire en cauchemar administratif, critiqué pour son inefficacité et sa mauvaise gestion. Ed Koch, maire de New York dans les années 80, se rappelle de luttes intestines entre les districts et l'administration centrale. «*[les districts] étaient comme des fiefs*», a-t-il déclaré aux médias. Avec le nouveau système, Koch pense que ce sera plus facile de mettre en application les politiques d'éducation.

Le deuxième point important du plan vise à faire en sorte que tous les étudiants apprennent à lire, à écrire et à résoudre des problèmes mathématiques. Pour y arriver, le maire propose d'uniformiser les programmes dans ces matières. Dans les 1200 écoles publiques de New York, 75 programmes différents sont enseignés en mathématiques et 35 en lecture et écriture. Gérer un programme unique facilitera l'évaluation, mais réduira aussi le temps d'adaptation pour les enfants qui changent fréquemment d'institution scolaire. Seules les 200 écoles les plus performantes conserveront leur pouvoir de décision en matière de programme. De plus, le maire veut voir plus de livres dans le réseau et prévoit débiter des fonds pour que chaque classe ait sa bibliothèque.

Finalement, Bloomberg veut que les parents s'impliquent davantage dans le milieu scolaire et deviennent des partenaires actifs dans l'éducation de leurs enfants. «*C'est le rôle des parents de s'assurer que leurs enfants arrivent à l'école à l'heure, qu'ils fassent leurs devoirs et signalent aux professeurs que leur enfant a besoin d'aide*», a dit le maire.

Le plan de réforme a été en général accueilli avec espoir par les New-Yorkais. Randi Weingarten, qui dirige le syndicat des enseignants, a déclaré au *New York Times* que Michael Bloomberg venait de déclarer la guerre à la bureaucratie. «*Mettre le programme en application sera difficile*, a-t-elle ajouté. *Il faut trouver des solutions à plusieurs détails relatifs à la transition, mais, étonnamment, ça semble possible.*» Robert Hughes, président de New Visions for Public Schools, est aussi optimiste et croit que le nouveau plan va apporter une plus grande cohésion dans l'administration du réseau scolaire. New Visions for Public Schools, un organisme à but non lucratif, a collaboré à l'élaboration du plan de réforme du maire Bloomberg.

Espoirs et critiques

Parmi les premières critiques, il y a tout d'abord le rôle encore imprécis que les parents vont occuper dans l'administration des écoles. Samira Ahmed, directrice exécutive de Campaign for Fiscal Equity, l'organisme à l'origine de la poursuite qui a donné le jugement DeGrasse, croit que seul le temps pourra juger de la qualité du plan de réforme du maire Bloomberg. «*Je me demande quel sera le rôle des parents. Est-ce qu'on tiendra compte de leurs idées? Quelle place occuperont-ils dans cette nouvelle administration centralisée?*», s'interroge-t-elle. Selon Ahmed, la participation de la communauté est vitale pour créer un système qui fonctionne.

Le contenu du nouveau programme unique



Durant sa campagne électorale de 2001, Michael Bloomberg avait fait de l'éducation son cheval de bataille.

REUTERS

soulève aussi quelques inquiétudes. «*On ne souhaite pas avoir un programme qui dicte que le lundi matin, on étudie la Révolution française*, explique Robert Hughes. *On veut s'assurer que tous les étudiants apprennent les mêmes choses, tout en laissant assez de liberté aux professeurs.*» Malgré cela, les critiques se demandent comment un programme unique pourra répondre aux besoins de tous les étudiants et espèrent qu'il sera assez souple pour permettre aux enseignants d'être créatifs. «*Il faudra attendre de voir ce qu'ils proposent avant de se prononcer définitivement sur cette question*», conclut Samira Ahmed.

Dans son discours prononcé le jour de l'anniversaire de Martin Luther King Jr., le maire Bloomberg a fait plusieurs références au père de la lutte pour les droits civils. Il a d'ailleurs conclu en affirmant que «*le droit à une éducation de qualité est tout autant un droit divin et américain que le droit de vote ou le droit d'être traité de façon équitable. Ce mouvement pour réformer le réseau d'écoles publiques est un pas de plus sur la route des droits civils et vers l'égalité.*»

Transformer le réseau d'écoles publiques ne sera certes pas une tâche facile. Après Rudolph Giuliani, qui s'était donné pour mission de rendre la ville sécuritaire, il ne reste qu'à souhaiter que le nouveau maire ait autant de succès avec l'éducation, dossier qui est certain de marquer son mandat.



Michel David

♦ ♦ ♦

Le facteur Saddam

Le plus important privilège dont jouit le premier ministre dans un système parlementaire de type britannique est sans doute celui de choisir le moment de déclencher des élections.

Une foule de facteurs influencent sa décision: les sondages, la conjoncture économique, l'état de l'organisation, etc., mais c'est avant tout une question d'instinct. Quelque chose d'indéfinissable lui dit que c'est le moment.

Il arrive toutefois qu'un événement extérieur, sur lequel un gouvernement n'a aucun contrôle, et dont les conséquences sont incalculables, vienne fausser toutes les données. Le premier ministre Landry fait présentement face à un de ces impondérables: la guerre avec l'Irak, qui semble maintenant inévitable.

En décembre dernier, on avait demandé à M. Landry si cette éventualité ne risquait pas de bouleverser son agenda électoral. Il avait promptement écarté la question, disant mettre tous ses espoirs dans une solution diplomatique, dont il assurait ne pas douter. Après son discours sur l'état de l'Union, on ne voit cependant plus comment le président Bush pourrait reculer, à moins que Saddam Hussein ne soit éliminé d'une manière ou d'une autre.

♦ ♦ ♦

Personne n'en parle encore publiquement, mais les organisateurs péquistes, qui planchent sur leur plan de campagne, sont très préoccupés. Pour peu que la tendance révélée par les derniers sondages se confirme, M. Landry sera très tenté d'appuyer rapidement sur le bouton, mais quel serait l'effet de la guerre sur l'électorat? Dans une lutte qui s'annonce aussi serrée, il pourrait bien être déterminant.

Les mouvements de troupes font dire aux experts militaires qu'une attaque pourrait être déclenchée dès la fin de février ou dans la première quinzaine de mars. Le scénario d'un scrutin hâtif, qui aurait lieu avant Pâques, ferait donc coïncider la campagne électorale avec le déclenchement des hostilités.

Selon l'hypothèse optimiste, qui repose sur un effondrement rapide d'une armée irakienne démoralisée, l'affaire pourrait être réglée en quelques semaines. Il suffirait de retarder les élections, qui pourraient encore être tenues en mai ou en juin.

Il existe toutefois une possibilité d'enlèvement, auquel cas il faudrait compter plusieurs mois avant de prendre Bagdad. Sans parler de la possibilité que le conflit s'étende à toute la région ou qu'il donne lieu à des attentats terroristes sur le territoire des pays qui auraient appuyé les États-Unis.

Dans ces conditions, ne vaudrait-il pas mieux reporter les élections à l'automne? Ce serait courir le risque de voir se refermer la «fenêtre d'opportunité» qui vient de s'ouvrir pour le PQ. Une récession provoquée par le conflit pourrait également venir gâcher la performance économique dont le premier ministre est si fier.

♦ ♦ ♦

Une guerre, si impopulaire qu'elle soit, est une redoutable concurrente sur le plan médiatique. Devant un aussi terrible spectacle, il n'est pas évident que le débat sur les «bons d'éducation» ou même la «médecine à deux vitesses» retienne toute l'attention qu'il mériterait. En période de séries éliminatoires, les organisateurs politiques évitent le plus possible de faire coïncider un événement important avec un match de hockey du Canadien. Une guerre pourrait être un cauchemar pour les responsables des communications des partis.

Il est vrai qu'après un certain temps, l'opinion publique porterait un intérêt moins soutenu aux opérations en Irak, mais une campagne électorale de trente-trois jours laisse déjà très peu de temps pour faire passer son message.

Les péquistes ne cessent de répéter que c'est en exposant au grand jour les tares du programme de l'ADQ et, accessoirement, l'insignifiance du plan d'action libéral qu'ils ont les meilleures chances d'être réélus. Si le PQ souhaite réellement un débat d'idées, une campagne sur un arrière-fond de guerre distrayant n'est certainement pas l'idéal.

Si la capacité d'incarner le changement devient simplement une question de visages, les brillantes recrues que Mario Dumont semble sortir de son chapeau, ces jours-ci, confèrent un net avantage à l'ADQ. Ce qui ressemblerait à une équipe de pee-wee donne tout à coup l'impression de pouvoir jouer dans la grande ligue.

♦ ♦ ♦

Ce ne serait pas la première fois que des élections auraient lieu au Québec en temps de guerre. On ne peut pas dire que cela ait porté chance aux libéraux d'Adélard Godbout, en 1944, mais le contexte était très différent.

Plus près de nous, les événements du 11 septembre 2001 ont été une cruelle expérience pour le gouvernement Landry. Au moment où il semblait avoir trouvé un nouveau souffle, comme c'est présentement le cas, son élan avait été cassé net. Trois semaines plus tard, il subissait une première série d'élections partielles désastreuses, marquée par la perte de Jonquière et Lavolette, qu'il détenait depuis 1976.

Il est vrai que les terroristes d'al-Qaïda avaient frappé aux portes du Québec, alors que l'Irak est à des milliers de kilomètres. Une bonne partie de la population se sentirait néanmoins concernée, surtout si des soldats québécois étaient appelés à faire partie du contingent canadien envoyé en Irak.

Le sentiment d'insécurité que crée nécessairement toute guerre aurait-il le même effet négatif sur la cote du PQ que l'attaque contre le World Trade Centre? Après tout, un gouvernement en place depuis huit ans a quelque chose de familier, qui peut être sécurisant, tandis qu'un nouveau parti suscite inévitablement des interrogations.

Chose certaine, le moment serait mal choisi pour faire campagne sur la souveraineté, comme le réclament les militants péquistes. À un moment qui appelle la solidarité, à tout le moins une trêve sur le front intérieur, les attaques contre le gouvernement fédéral paraîtraient déplacées aux yeux de plusieurs.

mdavid@ledevoir.com

EDITORIAL

La lettre guerrière

L'intervention conçue cette semaine en catimini par le Britannique Tony Blair, l'Espagnol José María Aznar, l'ineffable Berlusconi et consorts a ceci de déplorable qu'elle symbolise l'adhésion béate de ces derniers à la conception que les théologiens de la Maison-Blanche se font du monde. Que les premiers collent à Bush au lieu de militer pour une poursuite du dossier balisée par l'ONU annonce des lendemains politiques musclés au sein de l'Union européenne.

Peut-être faut-il s'arrêter tout d'abord au protocole choisi par Blair et compagnie en cette affaire, car il révèle combien ces chefs d'État sont davantage habités par la volonté guerrière que par le souci qu'affichent l'Allemagne et la France de laisser la logique de guerre sur les bas-côtés. En premier lieu, on se rappellera que lors de la réunion tenue deux jours seulement avant la publication de la lettre signée par les huit chefs d'État, les ministres des Affaires étrangères avaient tout de même convenu d'une position commune qui consistait à donner aux inspecteurs de l'ONU ce qu'ils souhaitent, soit du temps. *De facto*, on optait encore une fois pour une administration onusienne du dossier.

Et voilà qu'au surlendemain de cette entente, Blair et compagnie ont estimé judicieux de mettre cette entente entre parenthèses. Ce faisant, ils se sont comportés en vassaux de Bush, et non des Américains. En vassaux obéissants plus que loyaux, ils ont pris soin, c'est à noter, de ne pas glisser un mot de leur initiative à l'Allemagne qui à compter de février présidera les délibérations du Conseil de sécurité, ni à la France, et, peut-être est-ce pire, ni à la Grèce qui préside l'Union pour les six prochains mois, ni aux deux diplomates de la même Union.

En un mot, ils ont agi en chefs de bande. Ils se sont comportés, c'est un constat, en margoulin. À un point tel, que c'est à se demander si la Vieille Europe — si Vieille Europe il y a évidemment — n'est pas davantage représentée par ces personnes qui ont réduit le rôle de chef d'État à celui de simple vassal que par ces personnes qui veulent une suite conforme aux canons du droit international. N'en déplaise à Donald Rumsfeld, auteur de la fameuse phrase concernant la France et l'Allemagne, les leaders de ces deux pays ont au moins une qualité: ils font écho à une opinion publique européenne, y compris britannique, très largement opposée à toute guerre contre l'Irak sans une résolution ferme de l'ONU.

Le protocole employé par Blair et autres mis à part, reste le contenu de leur lettre. À cet égard, on ne peut que constater que ces messieurs ont effectué un rapt dangereux du travail des inspecteurs de l'ONU. À plus d'une reprise dans leur exposé, ils emploient le ton de l'impératif pour mieux assurer que le régime irakien détient des armes de destruction massive. À ce qu'on sache, et jusqu'à ce que Hans Blix affirme le contraire, on ne le sait pas! On sait que Saddam Hussein et ses sbires ont finassé, mais pas au point de partir en guerre. À lire et à relire la lettre des huit, on ne peut que méditer la morale de ce proverbe: «Ce n'est pas la faute des mots si certains d'entre eux sont gros.»

D'autant que le chef des inspecteurs s'est senti dans l'obligation d'accorder un long entretien au *New York Times* pour éviter qu'on utilise son rapport comme une caution à la guerre. Selon ses propos, rien pour l'instant ne permet d'amorcer un procès qui se traduirait par une attaque.

Cela étant, les convictions affichées et défendues par Berlusconi, Aznar et autres assurent à Bush une défense sur un front très sensible du dossier. Le chef de la Maison-Blanche disposant désormais d'une coalition, il sera beaucoup plus difficile de l'accuser d'unilatéralisme.

La conversion de Pierre Bourque

L'Action démocratique du Québec vient sans contredit de réaliser sa meilleure prise avec Pierre Bourque. Avec son arrivée, la donne électorale vient de changer sur l'île de Montréal. «Campagner» redoutable, M. Bourque apporte à l'ADQ sa notoriété, des partisans, des travailleurs d'élection et une connaissance du terrain exceptionnelle que trois campagnes électorales municipales successives lui ont procurée.

L'effet Bourque se fera sentir aussi bien dans les comtés libéraux que dans les comtés péquistes. L'ancien maire de Montréal ravira une partie de l'électorat multiethnique qui assurait aux libéraux une prédominance dans les circonscriptions du versant nord de l'île tels Saint-Laurent, L'Acadie, Bourassa, Sauvé. Dans les comtés francophones de l'est de l'île, c'est aux péquistes qu'il enlèvera des voix. Le résultat net est difficile à prédire. Au mieux, il apportera plusieurs comtés à l'ADQ. Au pire, il mènera les cartes de telle façon que quelques comtés péquistes pourraient passer aux libéraux.

Les péquistes ont de quoi être déçus, car c'est un autre souverainiste qui les abandonne. Qui plus est, M. Bourque ajoute l'insulte à l'injure. Non seulement, il ne se montre nullement redevable au gouvernement du Parti québécois d'avoir réalisé son projet «une île, une ville», mais au surplus, il renie ses convictions souverainistes. L'ancien président d'association pé-

quistes qu'il fut déjà croit le temps venu de tourner la page sur les «villénités d'indépendance et de souveraineté». L'homme demeure nationaliste, mais il croit que dans le contexte de la mondialisation «le Québec a besoin du Canada». Sa conversion montre bien sa détermination à élargir le spectre des appuis de l'ADQ.

Le choix de M. Bourque d'adhérer à cette formation est tout à fait naturel. Les autres partis, à son avis «trop marqués par les idées et peu enracinés dans la population», ne pouvaient convenir au populiste qu'il est. Pour des gens tels que lui, le parti politique est d'abord un instrument pour obtenir le pouvoir. Vision Montréal qu'il avait fondé pour accéder à la mairie était à ce point sa chose personnelle qu'il l'avait appelée Vision Montréal/L'équipe Pierre Bourque. Le chef adéquate avait d'ailleurs repris l'idée et personnalisé lui aussi le nom de son parti.

Avec l'arrivée de Pierre Bourque, l'ADQ ne sera plus l'affaire du seul Mario Dumont qui, pour ne pas froisser sa nouvelle recrue, devra revoir la dénomination de son parti qui compte désormais deux vedettes. Homme de pouvoir, l'ancien maire de Montréal prendra rapidement beaucoup de place. Son expérience et sa maturité politique le désignent pour exercer beaucoup d'influence auprès de Mario Dumont qui a encore besoin d'un mentor. Il sera à son chef ce que Jacques Parizeau était à René Lévesque ou ce que Claude Ryan était à Robert Bourassa, à la fois éminence grise et rival en puissance.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LE MAIRE QUI VOULAIT «BAISER» LE COMPTE DE TAXES DES MONTRÉALAIS...



LETTRES

Le choix de carrière des femmes médecins

La réplique de Madame Diane Lavallée au Dr Augustin Roy en date du 15 janvier 2003 concernant le type de pratique adopté par les femmes médecins mérite quelques bémols.

Je suis moi-même une femme médecin ayant fait mes études à une époque où nous ne formions qu'une minorité, environ 10 % des étudiants. Par amour à la fois de mon métier et des enfants, j'ai fait un entraînement en pédiatrie. Les tâches des pédiatres impliquent les soins des enfants dès la naissance, particulièrement s'il s'agit de grands prématurés.

Or, les naissances de prématurés surviennent autant le soir, la nuit que le jour, d'où des consultations à n'importe quelle heure. De garde aux trois nuits, puis au fur et à mesure que l'équipe s'agrandissait aux quatre et cinq nuits — ce qui n'empêchait pas d'être au poste les jours précédant et suivant ces gardes —, j'ai quand même pris soin de mon foyer et de mes trois enfants.

Ont-ils souffert de la profession de leur mère? Il faudrait le leur demander, mais je suis persuadée que si les enfants perçoivent l'amour que leur mère leur témoigne, les absences ponctuelles du foyer la nuit ou les fins de semaine ne constituent pas une bien grande

de épreuve... en tout cas, une épreuve incomparablement moins douloureuse et traumatisante que les séparations et les divorces qui criblent la société actuelle.

La médecine est plus qu'un métier, c'est une vocation qui doit nous envahir totalement. Et si telle n'est pas votre perception, si votre échelle de valeurs est incompatible avec le métier, alors chères consœurs, ne le prenez pas, ce métier, n'adoptez pas exclusivement un petit profil de carrière confortable, de neuf à cinq, les jours de votre choix.

La médecine ne doit pas être au service du médecin, c'est le médecin qui se doit d'être au service du malade. Par ailleurs, les conjoints acceptent de plus en plus ces réalités en collaborant davantage qu'il y a vingt ans aux tâches familiales. Le Dr Augustin Roy a tout à fait raison et peut-être serait-il nécessaire que ce sujet soit abordé en toute simplicité lors des entrevues précédant les admissions des candidats en médecine.

Michèle Gagnan Brunette
M.D. FRCP(c), M.Sc., Pédiatre
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Montréal, le 29 janvier 2003

Colombe ou faucon?

Certains journalistes découvrent soudainement des traits de faucon chez Colin Powell

qui, au début du conflit avec l'Irak, avidement souhaité, se présentait fallacieusement comme une colombe.

Pourtant, c'est ce même Powell, avec ses allures d'un croisé de la paix, qui a mis près de deux semaines, au plus fort des massacres commis à l'encontre du peuple palestinien, pour aller de Washington à Tel-Aviv, puis à Ramallah. Ariel Sharon avait besoin de temps pour achever ses atrocités.

Powell, Bush, Rice, Rumsfeld, Cheney et leur entourage, c'est du pareil au même. Tous de lugubres faucons assoiffés de sang et pour lesquels un baril de pétrole vaut 32 \$ ou 32 vies humaines irakiennes, femmes, enfants ou militaires. Souvenons-nous que trois Américains sur quatre n'ont pas voté pour Bush et, par voie de conséquence, pour ses plus proches collaborateurs.

Voilà maintenant que les représentants du monde civilisé ont confié à Colin Powell le soin de renseigner notre ignorance sur les calamités qui nous guettent. N'ayons crainte, il saura bien inventer de dangereux et cruels ennemis afin de nous convaincre de l'aider à aggraver le peuple irakien, pourtant déjà néantisé.

Qu'importe, il faut venger le 11 septembre!

Daniel Lafortune
Québec, Nouvelle-France, le 30 janvier 2003

REVUE DE PRESSE

La démocratie «nouvelle» et ses critiques

Antoine Robitaille

Le financement populaire des partis au fédéral, proposé par le premier ministre Jean Chrétien, viole la «liberté d'association». C'est l'argument classique contre ces systèmes à la québécoise. Je n'avais jamais vraiment saisi le sens de celui-ci. Mais grâce à Licia Corbella, du *Calgary Sun*, je pige.

Liberté d'association? En effet, explique-t-elle, puisque les partis, dans un tel régime, reçoivent beaucoup plus d'argent public qu'auparavant. Indirectement, donc, cela force les électeurs-contribuables à contribuer à la caisse des partis, même ceux qu'ils n'aiment pas nécessairement. Le système de financement proposé par Chrétien, écrit Corbella, c'est un peu comme si «un fonctionnaire fédéral vous traînait à une activité de financement du Bloc québécois et qu'une fois là, il fouillait dans votre porte-monnaie et vous forçait à donner de l'argent à ce parti séparatiste. Vous y verriez une violation de vos droits, non?» Selon elle, c'est exactement ce que nous prépare le financement populaire, «mais en plus subtil».

Aux yeux de la chroniqueuse, ce n'est pas là le seul problème. «Les trous dans cette loi», qui limitent les «contributions aux partis» de la part des entreprises et syndicats, mais aussi des particuliers (1000 \$ pour les premiers, 10 000 \$ pour les seconds), «sont assez gros pour laisser passer un Challenger». Exemple: plutôt que Bombardier «donne, en tant qu'entreprise, des dizaines de milliers de dollars au Parti libéral du Canada, les membres du Conseil de direction de Bombardier pourront alors voter pour s'accorder individuellement une augmentation annuelle de 10 000 \$ devant être envoyés au Parti libéral». Ces contributions seraient acheminées avec une lettre de la personne ou cette dernière s'identifierait comme membre de l'entreprise. «Le Parti saura ainsi exactement de quelle entreprise le don provient.» Pratique, ironise Corbella: les journalistes seront alors moins en mesure que maintenant de retracer l'origine des sous.

Dans le *Globe and Mail*, hier, Hugh Winsor se disait plutôt partisan de la formule de finan-

cement populaire envisagée par Jean Chrétien. Selon le chroniqueur, ces nouvelles règles corrigerait en partie les distorsions créées par le mode de scrutin fédéral, de type «uninominal à un tour», c'est-à-dire qui permet à celui qui a le plus de votes de l'emporter sans nécessairement obtenir une majorité. En effet, car les montants versés aux partis le seraient en proportion des votes et non des sièges obtenus, explique Winsor. «Il est paradoxal que ce soit le chef de l'Alliance qui dénonça la mesure, alors que c'est son parti qui est en meilleure posture pour profiter du mode de financement populaire. Selon les chiffres de 2001, l'Alliance comptait 49 000 contributeurs différents alors que les libéraux n'en avaient que 6500.»

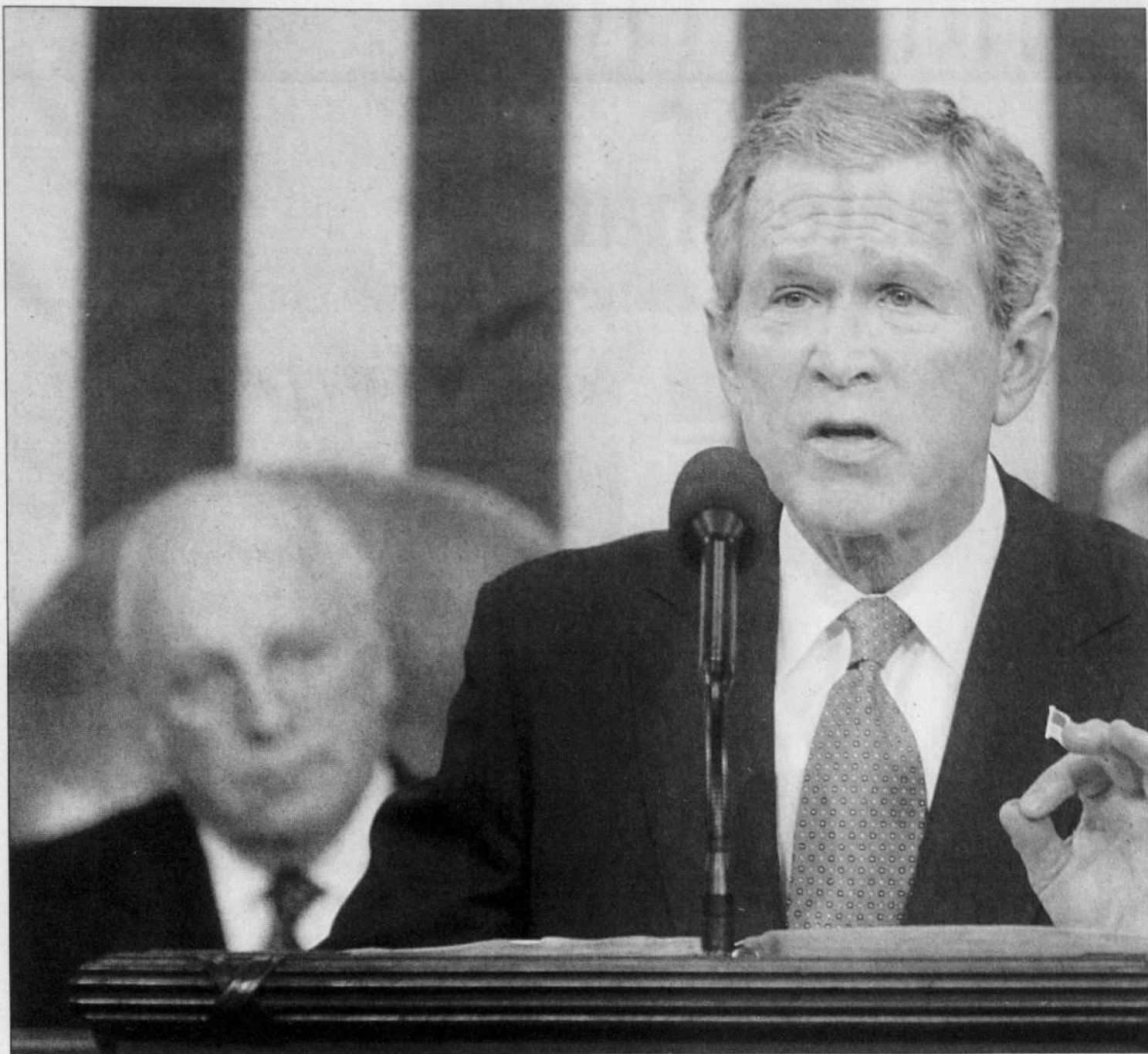
Nulle surprise, le *Toronto Star* se montre favorable au financement populaire. Mais il considère que cette réforme était attendue depuis très, voire trop, longtemps. Les règles électorales actuelles ont été forgées en 1974. Le *Star* adresse cependant quelques remontrances à Jean Chrétien en raison de la manière dont le projet a été présenté: le premier ministre a refusé de consulter son caucus. «Ce n'est pas une façon de traiter ses propres co-élus», écrit le *Star*, qui déplore du même souffle la querelle intestine déclenchée par l'attitude du premier ministre. Les partisans de Paul Martin, qui ont du poids dans le parti, ont créé un comité pour «étudier l'impact des règles proposées». Ce n'est rien pour redorer le blason des politiciens, écrit le *Star*: un premier ministre sourd aux réserves des siens, qui passe une législation éthique alors qu'il s'en va. De l'autre côté, un groupe de libéraux qui semblent uniquement intéressés par l'argent.

«À part pour les magnifiques paysages», écrit Michael Platt, du *Calgary Sun*, il n'y a pas grand-chose pouvant rendre envieux quiconque à propos de la Colombie-Britannique. Platt dresse une liste terrible des aspects repoussants de la province voisine: «les taxes oppressives, les prix élevés, les scandales politiques sans fin, les industries forestières et de la pêche en déclin, les routes défoncées, la bière

insipide, Bryan Adams et les tremblements de terre». B.C.? On dirait un acronyme pour «bad choice», écrit Platt! Mais il y a un «mais», et vous l'attendiez autant que moi lorsque j'ai lu le papier dudit Platt. Il y a la loi sur la «révocation des députés». Qu'est-ce? Simple, voire simpliste: si les électeurs d'une circonscription manifestent par pétition, dans une proportion de 40 %, qu'ils souhaitent démettre leur député et le contraindre à se représenter devant l'électorat, il leur est possible de le faire. Actuellement, en Colombie-Britannique, la députée libérale Valerie Roddick, de la circonscription de Delta, est menacée d'une telle procédure. Un groupe de citoyens, qui considèrent que Roddick n'a pas fait ce qu'il faut pour protéger les services de santé dans leur circonscription, a amassé 13 082 signatures jusqu'à maintenant et certifie atteindre le nombre requis la semaine prochaine pour déclencher le mécanisme de révocation. Quelle merveille!, s'exclame Platt. «entre les élections, les politiciens perdent souvent l'ouïe, même lorsque leurs commettants crient». La peur de se faire congédier par les électeurs, estime Platt, «une crainte avec laquelle tous les employés doivent composer», a tout un effet sur les électeurs. «Ça les transforme en politiciens à l'écoute, responsables pour vrai devant leurs patrons, les électeurs.» La révocation serait une mesure idéale pour l'Alberta, ajoute Platt, puisqu'il n'y a virtuellement pas d'opposition. Si la révocation existait au pays de Ralph Klein, «il est peu probable que les habitants aient à attendre après la construction d'école et d'hôpitaux».

Dans le *Vancouver Province*, Paul Beddows, hier, disait pour sa part ne pas aimer le principe de révocation des députés: «c'est une mesure visant à court-circuiter la démocratie effectuée par des gens qui travaillent dans leurs intérêts propres.» Beddows croit que le procédé peut être détourné. Par exemple, dans le cas d'un gouvernement presque minoritaire, l'opposition peut être tentée de favoriser artificiellement les tentatives de révocations. «Le moment de se débarrasser des députés insatisfaisants, c'est lors des élections. La révocation ne devrait être autorisée que dans les cas où il y aurait accusation criminelle.» Bref, la situation du premier ministre Campbell?

IDÉES



George W. Bush a voulu, lors de son discours sur l'état de l'Union, démontrer à son peuple que le président était bien en selle et qu'il tenait solidement les rênes de l'État.

Guerre attendue contre l'Irak

La stratégie de Bush: s'allier les démocrates pour mieux foncer

DONALD CUCCIOLETTA

Professeur à la Plattsburgh State University de New York et membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand, UQAM (www.dandurand.uqam.ca)

Se rappelant que son père, malgré une victoire militaire rapide lors de la guerre du Golfe, n'avait pu obtenir un deuxième mandat du peuple étatsunien parce qu'il n'avait pu combattre victorieusement une situation économique intérieure difficile (*it's the economy, stupid*), George W. Bush a voulu, lors de son discours sur l'état de l'Union, démontrer à son peuple que le président était bien en selle et qu'il tenait solidement les rênes de l'État.

Cela explique pourquoi il a consacré la première moitié de son discours à l'explication des mesures qu'il prendrait pour maintenir la santé économique des États-Unis. Le président est très conscient du fait que le peuple étatsunien (plus de 58 % d'après certains sondages) est surtout préoccupé par l'état de l'économie. La chute de la Bourse, les scandales comme Enron et l'effondrement des fonds mutuels, dans lesquels la plupart des États-Uniens avaient placé leurs fonds de pension, ont fortement ébranlé la confiance des électeurs dans le système financier.

A cela s'ajoute le fait que les sondages sur l'éventuelle guerre avec l'Irak démontrent explicitement (62 %) qu'une intervention unilatérale qui ne serait pas entérinée par l'ONU n'a pas la faveur de l'électorat. Même si l'approbation de George W. se situe à 58 %, un chiffre somme toute assez élevé, on perçoit néanmoins que le président a subi une perte de crédibilité par rapport à ses politiques depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Deux batailles de front

Ainsi, le discours sur l'état de l'Union, mardi dernier, était un moment privilégié pour le président pour démontrer non seulement au peuple américain mais aussi à ses alliés, particulièrement les Européens, qu'il avait compris la situation économique interne tout aussi bien que les subterfuges et les manigances de Saddam Hussein. Il a voulu montrer à tous qu'il était capable de mener simultanément des batailles sur plusieurs fronts et qu'il avait un plan d'action pour chacune.

D'ailleurs, on pouvait très bien remarquer un comportement agressif et déterminé, soutenu par une rhétorique plus provocatrice, lorsqu'il était question de l'Irak, ce qui contrastait avec l'attitude plus compréhensive et l'image de rassembleur qu'il donnait quand il abordait les questions internes comme l'économie, la santé et l'éducation.

George W. ne veut surtout pas qu'on puisse dire «*tel père, tel fils*», lorsque l'on comparera sa longévité au poste de président des États-Unis avec celle de son père.

Sur le front fiscal, le plan proposé, celui de couper 640 milliards d'impôts sur une période de dix ans,

n'est pas nouveau. Déjà en novembre 2002, alors que le Sénat était majoritairement démocrate, il avait présenté le même programme. Cette politique, qui est supposée contrer les maux de l'économie américaine et redonner confiance à l'investisseur et à la population en général, suit très bien la philosophie conservatrice républicaine, qui est de diminuer les impôts pour permettre une augmentation de la consommation.

Pour les démocrates, cela est perçu avant tout comme la création de nouveaux avantages pour les plus riches.

Une perche

George W. Bush a voulu tendre une perche aux démocrates avec ses politiques sociales comme les coûts des ordonnances pour les personnes âgées, l'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité, ainsi que l'annonce de plusieurs milliards pour l'Afrique dans le cadre d'un programme pour combattre le sida.

George W. veut ainsi démontrer qu'il est le président de tout le monde. Encore une fois, toutes ces politiques ont déjà fait auparavant l'objet de débats avec les démocrates, sauf en ce qui concerne la politique envers l'Afrique. Cette dernière démarche présente simplement la mise en application de la politique sur le sida décidée lors de la dernière réunion du G8 s'étant tenue à Kananaskis.

L'un des buts du discours était d'apaiser les critiques envers le président, qui l'accusaient de n'avoir rien fait pour atténuer les conséquences qui se font ressentir présentement à la suite de nombreux scandales financiers comme celui d'Enron, l'instabilité des marchés et les chutes des fonds communs de placement dans lesquels la majorité des Américains de la classe moyenne avaient placé leur fonds de pension et les épargnes destinées aux études universitaires de leurs enfants.

Depuis que M. Bush est au pouvoir, le déficit a grimpé jusqu'à 300 milliards de dollars. Devant ces problèmes économiques, qui ont un effet direct sur la qualité de vie des citoyens, M. Bush a choisi de hausser le ton dans son discours contre Saddam Hussein et se montrer comme l'homme de la situation.

Des preuves

Sans pour autant avoir fait référence aux rapports des Nations unies, M. Bush nous a confirmé qu'il avait des preuves irréfutables qui devraient convaincre les Américains et surtout les alliés en Europe, particulièrement la France et l'Allemagne, de la mauvaise foi du régime irakien face à sa volonté de désarmer.

Le 5 février prochain, Colin Powell doit présenter ses preuves au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Powell aura à jouer le rôle que Adlai Stevenson joua lors de la crise des missiles de Cuba, soit de présenter des preuves incontestables du double jeu irakien.

La présentation de ces preuves risque de faire remonter l'appui de la population en faveur d'une action militaire unilatérale, tout comme la révélation des fameuses photos des silos soviétiques en

construction à Cuba avait unifié l'opinion publique autour du président Kennedy, pour qu'il adopte une attitude très ferme envers l'URSS. Tom Daschle, leader de la minorité démocrate au Sénat, a d'ailleurs sévèrement critiqué George W. de ne pas avoir fourni les preuves, contrairement à ce qu'avaient fait jadis John F. Kennedy et Adlai Stevenson, devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les États-Unis semblent déterminés à ne pas tolérer de nouvelles tergiversations des autres nations dans leur croisade contre le Mal. Les États-Unis sont en mission et les hésitations de la France et de l'Allemagne — la «*vieille Europe*» (ce qui semble être une référence voilée à l'Europe de l'«*apaisement*» des années trente face à la montée du fascisme et du nazisme, qui déboucha sur le «*compromis*» de Munich) — n'empêcheront pas les États-Unis de George W. Bush de défendre la liberté contre la tyrannie d'un dictateur.

Cette liberté, qui, selon Bush, est un héritage de Dieu et dont la défense constitue la mission première des États-Unis, semble de plus en plus être le prétexte à une croisade chrétienne. En général, les présidents font appel aux fondements chrétiens de la Nation (*In God We Trust*), mais Bush semble s'être particulièrement identifié à la mission divine dont les États-Unis auraient été investis par Dieu lui-même, soit de défendre la liberté, telle qu'ils la conçoivent, coûte que coûte et envers et contre tous.

Les élus

On peut supposer que Bush, mais surtout les Rumsfeld, Wolfowitz, Cheney et même Condoleezza Rice, croient que les États-Unis sont les élus, et que leur mission est de diriger la défense de la liberté, ce qui leur permet aussi d'indiquer le droit chemin, même à leurs alliés incrédules.

Il semble bien que M. Bush ait accepté le défi et qu'il pourrait — en présentant d'ici quelques jours au Conseil de sécurité de l'ONU des preuves aussi convaincantes que celles présentées par l'administration Kennedy dans cette même enceinte il y a un peu plus de quarante ans — faire sien le message de Kennedy à l'époque: «*For evil to triumph, it is because good men do nothing*».

Dans le discours de mardi soir, c'est exactement le message que George W. Bush a livré à ses alliés: les États-Unis sont résolus à faire quelque chose, même s'ils sont les seuls à le faire.

Est-ce que Bush a convaincu son public, ses alliés, ses adversaires? Et est-ce nécessaire de les avoir convaincus? Pour ce qui est du peuple, certainement oui, à cause de la campagne présidentielle de 2004 qui, selon plusieurs observateurs, est déjà commencée. Quant aux alliés, oui, les convaincre demeure un objectif important, mais pas tant pour mener la guerre comme telle que pour créer une coalition pour l'après-guerre, même si malheureusement M. Bush n'a curieusement pas fait mention de l'opposition irakienne dans son discours.

Les États-Unis, le président en tête, semblent se considérer comme les porteurs des vertus du monde de tout comme l'Empire romain se croyait le porteur de la «*civilisation*». Le XXI^e siècle annonce-t-il un retour vers l'arrière (*Back to the Future*)?



Gil Courtemanche

Gouverner avec la société civile

Porto Alegre — Pourquoi les participants au Forum social mondial et en particulier ceux qui viennent d'Amérique latine se croisent-ils les doigts et scrutent-ils à la loupe tous les faits et gestes du nouveau gouvernement brésilien? Tout simplement parce qu'ils ont le sentiment que pour la première fois, les principes que défend le FSM pourraient être traduits concrètement, non pas par une petite ville, une province inconnue, mais par un des pays les plus importants du monde.

Pour les délégués d'Amérique latine, l'enjeu est encore plus vital: les réformes que propose Lula vont dans le même sens que toutes leurs revendications quotidiennes. Ils espèrent du succès brésilien une vague de fond qui va transformer l'Amérique latine. Il en va de même pour les membres des ONG du Nord qui voient dans le Brésil une sorte de laboratoire de vie associative.

Trois priorités du nouveau gouvernement monopolisent l'attention de tous les observateurs: l'objectif Faim Zéro, la réforme agraire et la lutte contre l'analphabétisme.

Le président Lula dévoilait jeudi les détails de sa campagne contre la sous-alimentation dans ce pays qui ne cesse année après année de produire des surplus alimentaires. Parmi les aberrations qui caractérisent l'équité dans ce pays, mentionnons qu'une loi interdit de distribuer gratuitement ces productions excédentaires à moins d'acquitter une taxe prohibitive. Le gouvernement entend consacrer 500 millions SCAN cette année au programme *Fome Zero* qui veut sortir de l'insécurité alimentaire plus de 50 millions de personnes.

On sait déjà que commenceront bientôt dans les localités les plus pauvres et dans les campements des paysans sans terre des distributions alimentaires régulières. Mais cela, c'est pour répondre à l'urgence. On mettra sur pied un système de carte alimentaire, les écoles recevront des allocations alimentaires pour les élèves pauvres et on étendra le réseau des restaurants populaires, des établissements qui profitent d'une entente collective avec les grossistes en alimentation pour offrir des repas à prix raisonnable. Dans le but d'associer le plus grand nombre de personnes à ce chantier, le Conseil de la sécurité alimentaire qui superviserait le programme, compte de nombreux représentants de la société civile et des communautés de base.

Les détails de la réforme agraire sont attendus avec impatience, mais on en connaît déjà quelques orientations ainsi que sa jonction avec la politique agricole nationale, ce qui n'était pas le cas auparavant. Fondamentalement, il s'agit d'appliquer un article de la Constitution brésilienne qui déclare que la terre doit être socialement utile. Ce pays est devenu un royaume de l'*agro-business*, alors qu'il s'est construit sur une tradition d'agriculture familiale.

Le gouvernement Lula veut renverser la tendance en appliquant, entre autres, des lois existantes qui permettent de saisir puis de redistribuer les terres qui servent à la production du cannabis ou les exploitations agricoles qui emploient illégalement des enfants. Immédiatement, le gouvernement veut distribuer des terres à 80 000 familles. Il entend redonner une nouvelle vigueur à la Banque de la terre pour lui permettre d'allouer des petits crédits aux travailleurs agricoles, aux femmes qui n'ont pas ici accès au crédit et aux petites coopératives paysannes.

En ce domaine aussi, les ONG, les organisations paysannes et les communautés locales sont étroitement associées à la réforme.

Brasília, à court terme, veut proposer une augmentation du salaire minimum qui passerait de 100 SCAN à 120 SCAN et s'attaquer de manière prioritaire au chômage dans les deux régions les plus pauvres du Brésil, le Nordeste et le Sudeste. Encore ici, nul plan national imposé d'en haut. Dans ces deux régions, le gouvernement veut s'associer au Mouvement des sans terre, aux coopératives, aux communautés catholiques de base et aux syndicats. Il leur propose de se prendre en main et leur offrira pour qu'ils réussissent de nouveaux outils de crédits qui permettront la création de petites entités économiques locales issues de la volonté des citoyens. La priorité sera au développement de l'économie solidaire et coopérative.

J'ai demandé à Renato Martim, un sociologue près du Parti des travailleurs de me résumer en une phrase la philosophie du gouvernement: «*Une priorité, le social, une façon, la participation et l'inclusion sociale*». Cette approche, selon lui, n'est pas dictée par un dogme, mais par la conviction que c'est la méthode la plus efficace comme le démontrent les succès remportés dans les administrations municipales.

Ce gouvernement ne croit pas à la charité ni au centralisme qui distribue ou retire les aides et les subventions. Il veut donner aux collectivités locales des outils de développement qu'elles pourront utiliser selon leurs besoins et leurs propres modèles. Décentralisation, démocratie participative, autonomie décisionnelle, travail conjoint entre le gouvernement et la société civile, voilà les principes qui sous-tendent la révolution tranquille que Lula propose.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères, ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (vigilance), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (editorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (littérature), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels), à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (editorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Oti-Dionne (commissaires); à la documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Mariève Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ÉDUCATION

La réforme au secondaire

Un vaste chantier

C'est tout un changement de culture qui s'annonce

Pour présenter la réforme au secondaire, le ministère de l'Éducation (MEQ) a récemment introduit dans son discours le mot « transformation ». Au moment d'annoncer les paramètres qui jalonnent cette phase II, que plusieurs ont identifiée comme le test ultime de la réforme, le ministre Sylvain Simard affirmait : « Transformer l'école secondaire, c'est un vaste chantier. » Il ne croyait pas si bien dire...

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

« **A**u secondaire, ça passe ou ça casse. » Voilà le discours que plusieurs vous tiennent, en coulisses ou non, lorsqu'il est question de ce changement de base qui doit remuer en profondeur la pédagogie traditionnelle. On ne le redira jamais assez : l'idée de base de la réforme est de placer l'élève au cœur de ses apprentissages, en faisant le pari que le fait de donner un sens aux manières d'apprendre sera plus efficace et permettra de réduire le décrochage scolaire.

L'ère des compétences, qui en a fait frémir plus d'un et même obligé le ministère à répéter sur toutes les tribunes que les connaissances n'étaient pas reléguées aux oubliettes, colore abondamment la réforme au primaire — qui est toujours en voie d'implantation.

Le secondaire n'y échappera pas. À preuve, un extrait du nouveau Programme de formation : « La notion de compétence retenue dans le Programme de formation dénote le souci d'initier dès l'école le développement d'habiletés complexes pouvant s'ajuster aux transformations et favoriser l'acquisition de nouvelles connaissances, habiletés qui seront essentielles à l'adaptation ultérieure de l'individu à un environnement changeant », écrit-on dans la version provisoire dudit programme, actuellement en consultation, et dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Le jargon incompréhensible et les énoncés vaseux dénoncés lors de la présentation du programme de formation pour le primaire — dénonciations qui avaient d'ailleurs mené à sa réécriture complète! — seront-ils de nouveau à corriger? Si la consultation actuellement en cours devait donner lieu à des correctifs, ceux-ci devront être rapides puisque l'échéancier prévu par le ministère est plutôt serré : la version finale du programme doit en effet être remise au ministre au plus tard en avril, pour une impression finale et une distribution dans les écoles à la fin du mois d'août prochain.

Tirer enseignement des difficultés

« Au primaire, il y a eu des phases difficiles [dans l'implantation de la réforme] mais nous allons tirer enseignement de ces difficultés! », avait dit le ministre Simard l'été dernier, faisant allusion à l'entrée un peu bousculée de cette réforme dans les écoles. Cette fois, contrairement à la première, le programme sera peut-être prêt avant la date fatidique où les écoles devront ramener en mode réforme, soit l'automne prochain pour quelque 70 établissements et l'année suivante pour tout le Québec.

Vaste chantier, dit le ministre, tirant ainsi dans le mille. Après le confort du titulaire et de sa classe au primaire, le secondaire et ses enseignements cloisonnés, son horaire charcuté en périodes de 50, 60 ou 75 minutes, ses enseignants spécialistes passant en revue souvent plus d'une centaine de minois par jour, empruntent les allures d'un casse-tête insoluble. Or s'y logeront les concepts d'interdisciplinarité et d'apprentissage par projets?

Si l'aménagement du primaire a été secoué par la réforme, qui a transformé ses six traditionnelles années en trois cycles de deux ans, le secondaire aussi aura droit à une bonne mise en pli. Ainsi, après mûre réflexion, le MEQ a tranché : le secondaire sera divisé en deux cycles, 1^{er} et 2^e secondaire d'un côté et 3^e,



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

4^e et 5^e secondaire de l'autre. De la 1^{re} à la 3^e secondaire, les heures consacrées au français passent de 400 à 600 et en histoire — que les élèves étudieront chaque année plutôt que seulement en 2^e et 5^e secondaire —, on augmente de 200 à 450 le nombre d'heures d'enseignement.

Sciences physiques, écologie, biologie et initiation à la technologie formeront désormais un tout nommé Programme intégré de science et technologie; histoire et géographie se côtoient dans le domaine de l'univers social, et l'histoire s'accompagne désormais d'un nouveau venu vers lequel plusieurs prunelles sont tournées : l'éducation à la citoyenneté.

« C'est beaucoup de changements en même temps », concède Berthier Dolbec, conseiller en développement pédagogique à la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). Mais après avoir vu plusieurs réformes, M. Dolbec est enthousiaste devant le projet qui attend les écoles secondaires.

Enthousiaste, mais réaliste. « Au primaire, c'était relativement facile parce que l'enseignant a le contrôle à la fois sur le groupe, sur la classe et sur l'horaire », explique M. Dolbec. Au secondaire, pour que cela soit efficace, il faudra que les enseignants aient le contrôle de leur temps. Ce n'est pas gagné.

À côté du titulaire du primaire — qui anime ses nousses toute la journée et vogue du français au projet de sciences humaines, au gré de sa planification et des humeurs des petits —, le professeur du secondaire, à qui les mêmes défis pédagogiques se posent, voit la grille-horaire lui compliquer la vie.

« Pouvoir utiliser un groupe dans des plages de temps flexibles et doser divers aspects de l'apprentissage à travers une journée, c'est possible au primaire, poursuit Berthier Dolbec. Si on ne peut pas faire ça au secondaire, ça va être complexe. »

Si l'aménagement du primaire a été secoué, le secondaire aussi aura droit à une bonne mise en pli.

Mission impossible? Si le Conseil supérieur de l'éducation a identifié au printemps 2001 cette question de l'aménagement du temps comme une des gageures les plus courageuses de cette réforme au secondaire (voir autre texte), il admet au passage que certaines expériences novatrices ont porté fruits.

Certaines écoles ont fait le saut. Située à Daveluyville, dans les Bois-Francs, l'école secondaire Sainte-Anne a été forcée il y a deux ans de goûter à un nouveau mode d'organisation scolaire, qui la consacre désormais l'une des quinze écoles désignées par le MEQ pour expérimenter la réforme dès l'automne prochain de manière officielle.

Avec 208 élèves dans toute l'école, et des ratios peu élevés dans chaque classe, la commission scolaire a commandé au directeur, Alain Desruisseaux, de réorganiser ses classes, ce qui a permis de créer deux classes multiveaux composées chacune de 25 élèves de 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire. « À partir de ça, on s'est dit : tant qu'à changer, on va changer en axant aussi sur l'esprit de la réforme », explique Alain Desruisseaux, qui dirige aussi une école primaire à Victoriaville.

Avant-gardiste, ce qui lui a valu le titre d'une des écoles-cibles, cette école a instauré le principe des enseignants titulaires pour les deux groupes en question. « Ils ont accepté d'enseigner plus d'une matière et passent ainsi plus de temps avec les élèves », explique le directeur. Le matin est dévolu aux matières académiques : les jeunes ont le nez plongé dans les maths, le français, l'anglais ou même l'histoire et la géographie. « L'après-midi, ce sont les matières à options ou les projets, que les jeunes travaillent par niveau ou tous ensemble », poursuit M. Desruisseaux, qui affirme que ces changements ont été acceptés d'emblée par les enseignants.

Les périodes de 75 minutes existent, avec pause

ou « battement » entre chacune, mais les élèves de ces deux classes restent là où ils sont. L'an prochain, l'école passe à un niveau supérieur et embarque tous les élèves dans un nouveau mode d'organisation du temps, afin de vérifier si cela collera mieux à l'esprit de la réforme.

Contre toute attente, et histoire de clouer le bec à tous les détracteurs de la réforme, ces changements ont été faits en respectant à la lettre le texte de la convention collective, au dire du directeur. « Pour l'instant, je travaille toujours dans le cadre de la convention. Il y a eu des discussions avec le syndicat mais nous allons chercher les limites de ce que la convention nous permet. »

Car voilà l'un des autres obstacles auxquels se heurteront peut-être certaines écoles, une fois venu le moment de passer en mode changement. La souplesse et la flexibilité que commande sans équivoque le nouveau programme de formation n'iront pas toujours de pair avec la rigidité de certaines conventions collectives. « Ici, l'équipe-école était très ouverte au changement », explique Alain Desruisseaux, ce qui a grandement facilité la mise en place d'un nouveau modèle. « Dans une grosse école, ou quand l'équipe sera plus divisée, ce sera peut-être plus difficile. »

Dans ces cas-là, tel que le confirmait le ministre Simard au moment d'annoncer les paramètres de « transformation » de l'école secondaire, une certaine annexe XII créée pour faciliter les ententes locales dérogeant aux règles de base sera des plus utiles. Si elle est utilisée, bien sûr, ce qui n'est pas le cas actuellement, ce pour quoi le MEQ souhaiterait encourager son usage.

« C'est sûr que c'est tout un changement de culture », conclut M. Desruisseaux. On fait carrément passer les enseignants d'un statut de spécialiste à celui de généraliste, qui intègre différentes matières et aborde la culture dans tous leurs cours. C'est un très gros changement. »

Le Conseil supérieur de l'éducation sonne l'alarme

« La cloche sonne... Elle annonce le premier cours de l'élève à qui l'on a remis un horaire différent du jour 1 au jour 9. Il se rend dans le local où la matière précisée à son horaire sera enseignée. Puis la cloche sonne encore; cet élève, à l'instar de centaines d'autres, se déplacera de quatre à six fois par jour selon la durée des périodes, de 50, 60 ou 75 minutes. »

« La cloche sonne de nouveau, c'est le jour 7. L'enseignant aura probablement rencontré de 100 à 150 élèves aujourd'hui. L'horaire informatisé lui indique qu'il recevra un groupe d'élèves qu'il a vu au jour 4. Le temps presse, il lui faut couvrir la matière au programme. La cloche sonne une dernière fois, un élève a besoin de rencontrer son professeur de français mais l'autobus scolaire n'attendra pas... »

Voilà de quelle croustillante et éloquent façon démarrait un avis du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) publié en avril 2001 et intitulé *Aménager le temps autrement; une responsabilité de l'école secondaire*. Dans cet avis, le CSE n'y va pas par quatre chemins quant à l'importance de l'horaire dans le succès de la réforme : « Pour le Conseil, la mise en œuvre de la nouvelle conception d'apprentissage ne peut réussir qu'à certaines conditions, dont celle de revoir en profondeur l'aménagement du temps à l'école. »



Le CSE a adressé une série de recommandations au ministre Sylvain Simard.

L'horaire du secondaire a été défini à la faveur du rapport Parent, dans les années 60, avec l'avènement de la polyvalente. Et petit à petit, comme le rappelle le Conseil, c'est l'horaire qui a imposé son rythme à l'apprentissage. Dans cet environnement qui a forgé la culture du secondaire, spécialistes de géographie, de sciences physiques ou de mathématiques se côtoient, chacun dans sa case-horaire, chacun dans son local.

« Si, depuis le rapport Parent,

l'intention de mettre l'aménagement du temps scolaire au service de l'élève est toujours présente dans le discours, les défis administratifs qui se sont posés ont maintenu dans l'ombre la dimension pédagogique, et les habitudes acquises depuis les années 60 ont créé une culture d'enseignement cloisonnant chaque discipline, selon une vision mécaniste de l'apprentissage. »

Après avoir effectué une enquête au printemps 2000, le CSE tranche : « Un modèle davantage

centré sur l'apprentissage est difficilement réalisable dans les conditions actuelles de l'aménagement du temps scolaire », explique-t-on dans l'avis, faisant une allusion claire et directe à la réforme.

Organisation scolaire « désuète », apprentissage « à la remorque du temps », le conseil cible donc le réaménagement du temps scolaire comme une « condition essentielle de la mise en place du modèle d'apprentissage proposé par la réforme. »

Ciblant de nouveau la culture du secondaire — que plusieurs présentent comme indestructible —, le Conseil supérieur de l'éducation interpelle l'équipe-école : voilà qu'elle « se retrouve dans une conjoncture qui l'invite à donner au temps scolaire un sens plus pédagogique qu'administratif », son défi étant de « percevoir le temps scolaire non pas comme une contrainte, mais comme un outil pédagogique. »

Régime pédagogique, culture basée sur la spécialisation par matière, rigidité des conventions collectives, force des habitudes acquises : le Conseil identifie plusieurs obstacles qui feront du changement de l'horaire au secondaire un défi de taille et, par ricochet, un défi de la réforme.

Entre autres choses, le CSE termine cet avis par une série de recommandations destinées au mi-

nistre de l'Éducation. Parmi celles-ci :

- considérer l'aménagement du temps scolaire comme un facteur essentiel de la réussite des élèves;
- retenir, parmi les écoles secondaires ciblées pour expérimenter la réforme, des écoles qui se sont

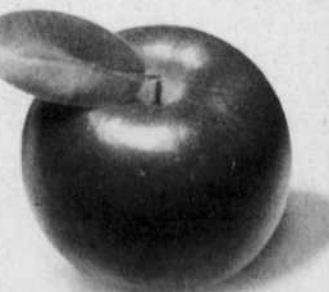
penchées sur l'aménagement du temps en vue de l'adapter à une nouvelle pédagogie;

- revoir, avec les syndicats, les paramètres qui favoriseraient un aménagement plus souple du temps scolaire.

M.-A. C.

Levez la main et dites
présent

Soyez présent dans le monde scolaire, en inscrivant votre entreprise ou organisme au Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires, l'outil de référence des décideurs et intervenants en éducation



www.lepointadm.com

Le Point en administration scolaire
(514) 277-4544, poste 239 ou 240